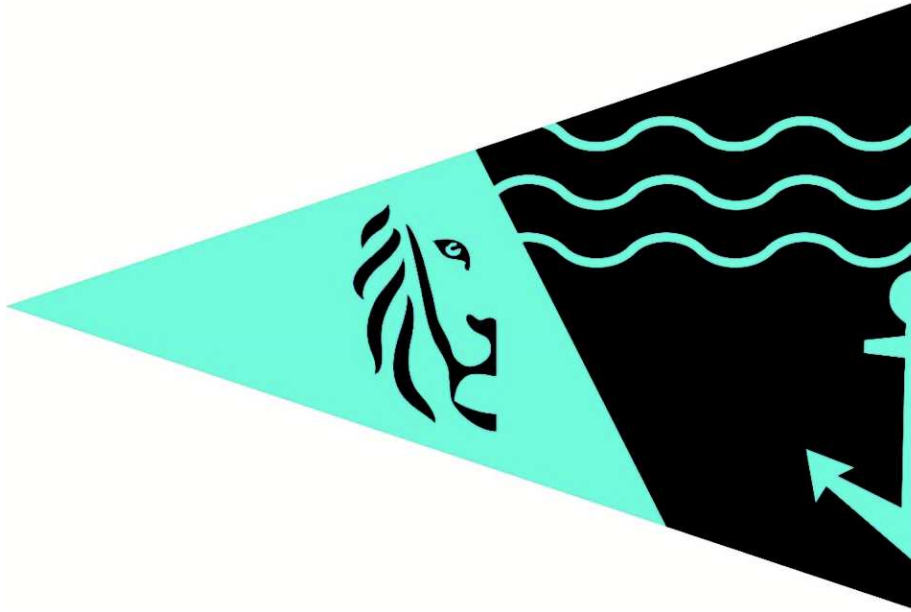


Annexe. Modèle du signe distinctif pour le patrimoine nautique, repris dans l'inventaire établi du patrimoine nautique



Vue pour être annexée à l'arrêté ministériel du 14 septembre 2016 fixant le signe distinctif pour le patrimoine nautique, repris dans l'inventaire établi du patrimoine nautique.

Bruxelles, le 14 septembre 2016.

Le Ministre flamand de la Politique extérieure et du Patrimoine immobilier,
Geert BOURGEOIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205307]

6 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers (planches 1/43, 2/43, 5/43, 6/43, 8/43, 9/43, 10/43, 11/43, 12/43, 13/43, 14/43, 16/43, 17/43, 18/43, 19/43, 22/43, 26/43, 27/43, 28/43, 29/43, 33/43, 34/43, 36/43, 38/43, 41/43, 42/43)

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/Cee du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, l'article 43, §§ 2 et 3, organisant l'enquête publique;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers approuvé par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 10 janvier 2006;

MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE;

Vu la nécessité de procéder à la modification des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique en confiant cette mission à la S.P.G.E.;

Vu l'approbation par le Gouvernement wallon de l'avant-projet de modification du PASH de la Semois-Chiers en date du 21 janvier 2016;

Vu l'approbation par le Gouvernement wallon d'un erratum sur l'avant-projet de modification du PASH de la Semois-Chiers en date du 14 avril 2016;

Vu que le projet porte plus particulièrement sur :

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour le zoning du pôle européen de développement sur le territoire communal d'Aubange (modification n° 12.02);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la route de Alle et la rue de la Cense à Rochehaut sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.03);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue des Hazettes à Mogimont sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.04);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Bellevaux sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.05);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Curfoz sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.06);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Xaimont sur le territoire communal de Cerfontaine (modification n° 12.07);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue Rachecourt à Meix-le-Tige sur le territoire communal de Saint-Léger (modification n° 12.08);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le camping communal de Halliru sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.09);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour la zone d'aménagement communal concerté de l'Aliéneau à Recogne sur le territoire communal de Libramont-Chevigny (modification n° 12.10);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue du Chauffour sur le territoire communal de Meix-devant-Virton (modification n° 12.13);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le zoning de Habay-Les-Cœuvins sur le territoire communal d'Habay (modification n° 12.14);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue des Cigognes à Hachy sur le territoire communal d'Habay (modification n° 12.15);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Mortinsart sur le territoire communal d'Etalle (modification n° 12.16);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue Udange sur le territoire communal d'Arlon (modification n° 12.18);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la partie sud du village de Vlessart sur le territoire communal de Léglise (modification n° 12.19);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue du Pierroy à Louftémont sur le territoire communal de Léglise (modification n° 12.20);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue de la Chapelle à Straimont sur le territoire communal d'Herbeumont (modification n° 12.21);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue Martilly à Saint-Médard sur le territoire communal d'Herbeumont (modification n° 12.22);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du chemin des Sources sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.23);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du lieu Perimino sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.24);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une majeure partie du village de Nevraumont sur le territoire communal de Bertrix (modification n° 12.25);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour de l'habitat dispersé sur le territoire communal de Libramont-Chevigny (modification n° 12.26);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie d'Aix-sur-Cloie sur le territoire communal d'Aubange (modification n° 12.27);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une majeure partie du village de Baillamont sur le territoire communal de Bièvre (modification n° 12.28);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Bellefontaine sur le territoire communal de Bièvre (modification n° 12.29);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le centre du village de Cornimont sur le territoire communal de Bièvre (modification n° 12.30);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la majeure partie du village de Oizy sur le territoire communal de Bièvre (modification n° 12.31);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une majeure partie du village de Petit-Fays sur le territoire communal de Bièvre (modification n° 12.32);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village d'Orchimont sur le territoire communal de Vresse-sur-Semois (modification n° 12.33);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le village de Mouzaive sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.34);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie des rues des Chasseurs Ardennais, d'Hoffschmidt et des rames sur le territoire communal d'Habay (modification n° 12.35);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue de Moyen à Jamoigne sur le territoire communal de Chiny (modification n° 12.36);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue de la Goutelle et de la rue de Chiny à Lacuisine sur le territoire communal de Florenville (modification n° 12.37);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue Albert I^{er} à Pin sur le territoire communal de Chiny (modification n° 12.38);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue des Fourneaux à Moyen sur le territoire communal de Chiny (modification n° 12.39);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue du Fond des Naux à Lacuisine sur le territoire communal de Florenville (modification n° 12.40);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le camping d'Houlifontaine sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.41);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la zone de Membre sur le territoire communal de Vresse-sur-Semois (modification n° 12.42);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Nollevaux sur le territoire communal de Paliseul (modification n° 12.44);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour la partie centrale du village de Breuvanne et en assainissement autonome pour le reste de ce village sur le territoire communal de Tintigny (modification n° 12.45);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la partie nord de la rue des Ajaux sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.46);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Couvreur sur le territoire communal de Rouvroy (modification n° 12.47);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la chaussée d'Arlon à Hamipré sur le territoire communal de Neufchâteau (modification n° 12.48);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le zoning de Magenot sur le territoire communal d'Etalle (modification n° 12.49);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le chemin des Naux sur le territoire communal de Meix-devant-Virton (modification n° 12.50);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue de la Rochette à Poupehan sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.51);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour la zone « Les Fauchés » à Poupehan sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.52);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la zone de loisirs de la rue de Lingle sur les territoires communaux de Bertrix et Herbeumont (modification n° 12.53);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue du Val d'Or à Pin sur le territoire communal de Chiny (modification n° 12.54);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Menugoutte sur le territoire communal d'Herbeumont (modification n° 12.55);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie des rues "La Plate des Prés" et René Seresiât à Warmifontaine sur le territoire communal de Neufchâteau (modification n° 12.56);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du village de Tournay sur le territoire communal de Neufchâteau (modification n° 12.57);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue de la Noue sur le territoire communal de Chiny (modification n° 12.58);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une parcelle de la voie Jocquée sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.59);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour les villages d'Ucimont et Botassart sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.60);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour une grande partie de la rue Les Evêts à Warmifontaine sur le territoire communal de Neufchâteau (12.61);

Considérant que le Gouvernement a décidé d'accorder l'exemption simultanément à l'approbation de l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers, qu'il a mentionné les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement dans son arrêté du 21 janvier 2016 publié au *Moniteur belge* du 3 février 2016;

Considérant que le Gouvernement a chargé la S.P.G.E. de soumettre cet avant-projet de modification du PASH de la Semois-Chiers à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré; les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et les Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Vu la demande d'avis envoyée les 8 et 10 mars 2016 par la S.P.G.E. aux communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré; aux titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et aux Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Vu l'enquête publique organisée sur le territoire des communes concernées;

Considérant que, conformément à l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau, les avis sont transmis dans les nonante jours de la demande de la S.P.G.E.; passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu les avis favorables ou réputés favorables des communes consultées pour l'ensemble des modifications proposées;

Considérant que dans son avis, le conseil communal de Florenville mentionne qu'une demande de modification du PASH pour le passage en assainissement autonome de la rue des Flonceaux a été envoyée et que cette demande n'a pas été insérée dans l'avant-projet de modification;

Considérant que dans son avis, le conseil communal d'Etalle mentionne qu'une demande de modification du PASH pour le passage en assainissement collectif de la rue Bellefontaine a été envoyée et que cette demande n'a pas été insérée dans l'avant-projet de modification;

Considérant que ces deux demandes seront traitées dans le cadre de la prochaine révision du PASH de la Semois-Chiers;

Vu que les enquêtes publiques organisées par les communes concernées ont suscité des observations et réclamations de riverains des communes d'Habay et de Chiny;

Considérant que lors de la réunion de concertation organisée par la commune d'Habay, deux citoyens ont fait remarquer qu'ils regrettaient que les plans de la S.P.G.E. ne reflètent pas toujours la réalité du terrain;

Considérant que la commune de Chiny a reçu trois courriers de réclamation (de deux riverains) durant l'enquête publique;

Vu l'avis réputé favorable du SPW-DGO5 (absence d'avis);

Vu l'avis favorable du SPW-DGO3 émis en date du 5 avril 2016 pour l'ensemble des modifications proposées;

Vu les avis favorables sous conditions du SPW-DGO4 pour les modifications du PASH numérotées 12.04/12.05/12.06/12.09/12.16/12.25/12.29/12.30/12.31/12.32/12.33/12.37/12.38/12.41/12.44/12.45/12.47/12.51/12.52/12.54/12.55/12.60;

Considérant que les conditions susvisées portent sur :

- la prise en compte de l'actualisation de l'urbanisation dans l'estimation des équivalents-habitants concernés par les modifications (12.04/12.09/12.25/12.55);
- la nécessité de demander un permis unique en dérogation au plan de secteur pour la construction de station d'épuration (12.05/12.09/12.16/12.25/12.28/12.31/12.32/12.33/12.44/12.45/12.47/12.54);
- la capacité des stations d'épuration existantes pour accueillir la charge des eaux usées des zones proposées en régime d'assainissement collectif (12.06/12.28/12.29/12.30/12.41/12.51/12.52);
- l'impossibilité de localiser les habitations concernées par la modification (12.37);
- la pose d'égouts qui dérogeraient au principe de lutte contre l'urbanisation tel que préconisé dans le projet de SDER (12.38/12.54);
- la motivation du projet de station d'épuration (12.60);

Considérant que la modification numérotée 12.37 est revue pour ne pas faire passer en assainissement collectif hors zone urbanisable la partie de la parcelle rue de Chiny n° 22 située en zone agricole et non occupée par une habitation;

Considérant que la modification numérotée 12.58 est amendée pour maintenir le bas de la rue de la Noue en assainissement collectif;

Considérant que les autres modifications susvisées telles que présentées dans l'avant-projet de modification du PASH de la Semois-Chiers sont maintenues;

Vu le rapport relatif au projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers, visé à l'annexe I^{er};

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers visé à l'annexe I.

Art. 2. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 octobre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ANNEXE I^{er}. — Modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers

Le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers modifié est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH et les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport synthétise et commente les avis des instances et des citoyens consultés. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique "Assainissement"; Sous-rubrique "Plans d'assainissement (PASH)").

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205307]

6. OKTOBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers (Karten 1/43, 2/43, 5/43, 6/43, 8/43, 9/43, 10/43, 11/43, 12/43, 13/43, 14/43, 16/43, 17/43, 18/43, 19/43, 22/43, 26/43, 27/43, 28/43, 29/43, 33/43, 34/43, 36/43, 38/43, 41/43, 42/43)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.216 bis D.218 und Artikel R.284 bis R.290;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 43 § 2 und § 3, der die öffentliche Untersuchung organisiert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers, von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 genehmigt und am 10. Januar 2006 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht;

ABÄNDERUNG DES SANIERUNGSPANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET;

Aufgrund der Notwendigkeit, die Abänderung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet vorzunehmen, indem diese Aufgabe der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("Société publique de Gestion de l'Eau") (S.P.G.E.) anvertraut wird;

Aufgrund der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet ("PASH") der Semois-Chiers durch die Wallonische Regierung am 21. Januar 2016;

Aufgrund der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des PASH der Semois-Chiers durch die Wallonische Regierung am 14. April 2016;

Aufgrund der Tatsache, dass sich der Entwurf hauptsächlich auf Folgendes bezieht:

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Gewerbegebiet des europäischen Entwicklungspols auf dem Gebiet der Gemeinde Aubange (Abänderung Nr. 12.02);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "route de Alle" und die "rue de la Cense" in Rochehaut auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.03);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue des Hazettes" in Mogimont auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.04);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Bellevaux auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.05);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Curfoz auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.06);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Xaimont auf dem Gebiet der Gemeinde Cerfontaine (Abänderung Nr. 12.07);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue Racheourt" in Meix-le-Tige auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Léger (Abänderung Nr. 12.08);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den kommunalen Campingplatz von Halliru auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.09);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung l'Aliénau in Recogne in der Gemeinde Libramont-Chevigny (Abänderung Nr. 12.10);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "Rue du Chaufour" auf dem Gebiet der Gemeinde Meix-Devant-Virton (Abänderung Nr. 12.13);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gewerbegebiet von Habay-Les-Cœuvins auf dem Gebiet der Gemeinde Habay (Abänderung Nr. 12.14);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die rue des Cigognes in Hachy auf dem Gebiet der Gemeinde Habay (Abänderung Nr. 12.15);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Mortinsart auf dem Gebiet der Gemeinde Etalle (Abänderung Nr. 12.16);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue Udange" auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon (Abänderung Nr. 12.18);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den südlichen Teil des Dorfes Vlessart auf dem Gebiet der Gemeinde Léglise (Abänderung Nr. 12.19);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue du Pierroy" in Louftémont auf dem Gebiet der Gemeinde Léglise (Abänderung Nr. 12.20);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die rue de la Chapelle in Straimont auf dem Gebiet der Gemeinde Herbeumont (Abänderung Nr. 12.21);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue Martilly" in Saint-Médard auf dem Gebiet der Gemeinde Herbeumont (Abänderung Nr. 12.22);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des "chemin des Sources" auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.23);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Ortes genannten Perimino auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.24);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Hauptteil des Dorfes Nevraumont auf dem Gebiet der Gemeinde Bertrix (Abänderung Nr. 12.25);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für dünn besiedelte Gebiete in der Gemeinde Libramont-Chevigny (Abänderung Nr. 12.26);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil von Aix-sur-Cloie auf dem Gebiet der Gemeinde Aubange (Abänderung Nr. 12.27);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Hauptteil des Dorfes Baillamont auf dem Gebiet der Gemeinde Bièvre (Abänderung Nr. 12.28);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Bellefontaine auf dem Gebiet der Gemeinde Bièvre (Abänderung Nr. 12.29);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Dorfmitte von Cornimont auf dem Gebiet der Gemeinde Bièvre (Abänderung Nr. 12.30);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Hauptteil des Dorfes Oizy auf dem Gebiet der Gemeinde Bièvre (Abänderung Nr. 12.31);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Hauptteil des Dorfes Petit-Fays auf dem Gebiet der Gemeinde Bièvre (Abänderung Nr. 12.32);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Orchimont auf dem Gebiet der Gemeinde Vresse-sur-Semois (Abänderung Nr. 12.33);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Mouzaive auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.34);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue des Chasseurs Ardennais", der "rue d'Hoffschmidt" und der "rue des rames" auf dem Gebiet der Gemeinde Habay (Abänderung Nr. 12.35);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue de Moyon" in Jamoigne auf dem Gebiet der Gemeinde Chiny (Abänderung Nr. 12.36);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue de la Goutelle" und der "rue de Chiny" in Lacuisine auf dem Gebiet der Gemeinde Florenville (Abänderung Nr. 12.37);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue Albert I^{er}" in Pin auf dem Gebiet der Gemeinde Chiny (Abänderung Nr. 12.38);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue des Fourneaux" in Moyon auf dem Gebiet der Gemeinde Chiny (Abänderung Nr. 12.39);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue du Fond des Naux" in auf dem Gebiet der Gemeinde Florenville (Abänderung Nr. 12.40);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Campingplatz von Houlifontaine auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.41);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Gebiet "Membre" auf dem Gebiet der Gemeinde Vresse-sur-Semois (Abänderung Nr. 12.42);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Nollevaux auf dem Gebiet der Gemeinde Paliseul (Abänderung Nr. 12.44);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Dorfmitte von Breuvanne und zum autonomen Sanierungsverfahren für den restlichen Teil dieses Dorfes auf dem Gebiet der Gemeinde Tintigny (Abänderung Nr. 12.45);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den nördlichen Teil der "rue des Ajax" auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.46);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Couvreur auf dem Gebiet der Gemeinde Rouvrois (Abänderung Nr. 12.47);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen die "chaussée d'Arlon" in Hamipré auf dem Gebiet der Gemeinde Neufchâteau (Abänderung Nr. 12.48);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gewerbegebiet von Magenot auf dem Gebiet der Gemeinde Etalle (Abänderung Nr. 12.49);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für den "chemin des Naux" auf dem Gebiet der Gemeinde Meix-devant-Virton (Abänderung Nr. 12.50);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue de la Rochette" in Poupehan auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.51);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Gebiet "Les Fauchés" auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.52);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Freizeitgebiet der "rue de Linglé" auf dem Gebiet der Gemeinden Bertrix und Herbeumont (Abänderung Nr. 12.53);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue du Val d'Or" in Pin auf dem Gebiet der Gemeinde Chiny (Abänderung Nr. 12.54);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Menugoutte auf dem Gebiet der Gemeinde Herbeumont (Abänderung Nr. 12.55);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue La Plate des Prés" und der "rue René Seresiat" in Warmifontaine auf dem Gebiet der Gemeinde Neufchâteau (Abänderung Nr. 12.56);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes Tournay auf dem Gebiet der Gemeinde Neufchâteau (Abänderung Nr. 12.57);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue de la Noue" auf dem Gebiet der Gemeinde Chiny (Abänderung Nr. 12.58);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für eine Parzelle der "voie Jocquée" auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.59);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Dörfer Ucimont und Botassart auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.60);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Großteil der "rue Les Evêts" in Warmifontaine auf dem Gebiet der Gemeinde Neufchâteau (Abänderung Nr. 12.56);

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschlossen hat, die Befreiung gleichzeitig mit der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers zu gewähren, dass sie die Gründe angegeben hat, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan in ihrem im *Belgischen Staatsblatt* vom 3. November 2016 veröffentlichten Erlass vom 21. Januar 2016 von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass die Regierung die "S.P.G.E." damit beauftragt hat, diesen Vorentwurf zur Abänderung des PASH der Semois-Chiers der Zurateziehung der von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, der betroffenen Inhaber von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und der zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen;

Aufgrund des Begutachtungsantrags, der am 8. und 10. März 2016 den von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durch die "S.P.G.E." zugeschickt wurde;

Aufgrund der auf dem Gebiet der betroffenen Gemeinden organisierten öffentlichen Untersuchung;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel R.288 § 4 des Wassergesetzbuches innerhalb von neunzig Tagen ab dem Antrag der "S.P.G.E." übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Anträge als günstig;

Aufgrund der günstigen oder als günstig betrachteten Gutachten der zu Rate gezogenen Gemeinden für sämtliche vorgeschlagenen Abänderungen;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Florenville in seiner Stellungnahme angibt, dass ein Antrag auf Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet für den Übergang zu einem autonomen Sanierungsverfahren der "rue des Flonceaux" eingesandt wurde und dass dieser Antrag nicht in den Vorentwurf zur Abänderung eingefügt worden ist;

In der Erwägung, dass der Gemeinderat von Etalle in seiner Stellungnahme angibt, dass ein Antrag auf Abänderung des PASH für den Übergang zu einem kollektiven Sanierungsverfahren der "rue Bellefontaine" eingesandt wurde und dass dieser Antrag nicht in den Vorentwurf zur Abänderung eingefügt worden ist;

In der Erwägung, dass diese beiden Anträge im Rahmen der nächsten Revision des PASH der Semois-Chiers bearbeitet werden;

Aufgrund der Tatsache, dass die durch die betroffenen Gemeinden durchgeführten öffentlichen Untersuchungen bei den Anwohnern der Gemeinden Habay und Chiny Bemerkungen und Beanstandungen ausgelöst haben;

In der Erwägung, dass während der von der Gemeinde Habay organisierten Konzertierungsversammlung zwei Bürger auf ihr Bedauern hingewiesen haben, dass die Pläne der "S.P.G.E." nicht immer die Gegebenheiten vor Ort widerspiegeln;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Chiny während der öffentlichen Untersuchung drei Beschwerdeschreiben (von zwei Anwohnern) erhalten hat;

Aufgrund des als günstig betrachteten Gutachtens des SPW - DGO5 (kein Gutachten vorhanden);

Aufgrund des am 5. April 2016 für die gesamten vorgeschlagenen Abänderungen abgegebenen günstigen Gutachtens des SPW-DGO3;

Aufgrund der bedingt günstigen Gutachten des SPW-DGO4 für die 12.04/12.05/12.06/12.09/12.16/12.25/12.29/12.30/12.31/12.32/12.33/12.37/12.38/12.41/12.44/12.45/12.47/12.51/12.52/12.54/12.55/12.60 nummerierten Abänderungen des PASH;

In der Erwägung, dass sich die vorerwähnten Bedingungen auf Folgendes beziehen:

- die Berücksichtigung der Aktualisierung der Verstädterung bei der Bewertung der von den Abänderungen betroffenen Einwohnergleichwerten (12.04/12.09/12.25/12.55);
- die Notwendigkeit, eine Globalgenehmigung in Abweichung des Sektorenplans für den Bau einer Klärstation zu beantragen (12.05/12.09/12.16/12.25/12.28/12.31/12.32/12.33/12.44/12.45/12.47/12.54);
- das Fassungsvermögen der vorhandenen Klärstationen für die Aufnahme des Abwassers der als kollektives Sanierungsverfahren vorgeschlagenen Gebiete (12.06/12.28/12.29/12.30/12.41/12.51/12.52);
- die Unmöglichkeit, die von der Abänderung betroffenen Wohnungen zu lokalisieren (12.37);
- das Verlegen von Kanalisationen, die vom Grundsatz der Bekämpfung der Urbanisierung im Sinne des Entwurfs des Entwicklungsplans des regionalen Raums abweichen würden (12.38/12.54);

- die Begründung des Entwurfs der Klärstation (12.60);

In der Erwägung, dass die 12.37 nummerierte Abänderung neu überprüft wird, um den in einem Agrargebiet gelegenen und nicht von einer Wohnung eingenommen Teil der Parzelle "rue de Chiny" Nr. 22 nicht zu einem kollektiven Sanierungsverfahren außerhalb eines verstädterbaren Gebiets übergehen zu lassen;

In der Erwägung, dass die 12.58 nummerierte Abänderung berichtigt wird, um den unteren Teil der "rue de la Noue" in einem kollektiven Sanierungsverfahren zu erhalten;

In der Erwägung, dass die sonstigen oben erwähnten Abänderungen, so wie sie im Vorentwurf zur Abänderung des PASH der Semois-Chiers vorgestellt werden, erhalten bleiben;

Aufgrund des in Anhang I erwähnten Berichts über den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt die Abänderung des in Anhang I erwähnten Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers.

Art. 2 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Oktober 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

ANHANG I — Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiets der Semois-Chiers

Der abgeänderte Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des besagten PASH und den Karten, die jeder Abänderung beigelegt werden.

In diesem Bericht werden die Gutachten der zu Rate gezogenen Instanzen und der Bürger zusammengefasst und kommentiert. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société Publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16 in 5000 Namur, sowie auf der Webseite der S.P.G.E. eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik "Assainissement", Unterrubrik "Plans d'assainissements (PASH)").

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205307]

6 OKTOBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers (bladen 1/43, 2/43, 5/43, 6/43, 8/43, 9/43, 10/43, 11/43, 12/43, 13/43, 14/43, 16/43, 17/43, 18/43, 19/43, 22/43, 26/43, 27/43, 28/43, 29/43, 33/43, 34/43, 36/43, 38/43, 41/43, 42/43)

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, inzonderheid op artikel 43, §§ 2 en 3, dat het openbaar onderzoek organiseert;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers dat op 22 december 2005 definitief is goedgekeurd door de Waalse Regering en dat op 10 januari 2006 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt;

WIJZIGING VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED;

Gelet op de noodzakelijke wijziging van de saneringsplannen per onderstroomgebied en de toewijzing van deze opdracht aan de "S.P.G.E.";

Gelet op de goedkeuring door de Waalse Regering van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers op 21 januari 2016;

Gelet op de goedkeuring door de Waalse Regering van een erratum op het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers op 14 april 2016;

Overwegende dat het project meer bepaald betrekking heeft op :

- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het bedrijfsgebied van de Europese Ontwikkelingspool op het gemeentelijke grondgebied van Aubange (wijziging nr. 12.02);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "route de Alle" en de "rue de la Cense" te Rochehaut op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.03);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "rue des Hazettes" te Mogimont op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.04);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Bellevaux op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.05);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Curfoz op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.06);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Xaimont op het gemeentelijke grondgebied van Cerfontaine (wijziging nr. 12.07);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "rue Rachecourt" te Meix-le-Tige op het gemeentelijke grondgebied van Saint-Léger (wijziging nr. 12.08);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het gemeentelijke kampeertreinen van Halliru op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.09);
- de overgang van het voorlopige saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel voor het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, van Aliéneau te Recogne op het gemeentelijke grondgebied van Libramont-Chevigny (wijziging nr. 12.10);
- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van de "rue du Chauffour" op het gemeentelijke grondgebied van Meix-devant-Virton (wijziging nr. 12.13);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de zoning van Habay-Les-Cœuvins op het gemeentelijke grondgebied van Habay (wijziging nr. 12.14);
- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van de "rue des Cigognes" te Hachy op het gemeentelijke grondgebied van Habay (wijziging nr. 12.15);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Mortinsart op het gemeentelijke grondgebied van Etalle (wijziging nr. 12.16);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue Udange" op het gemeentelijke grondgebied van Aarlen (wijziging nr. 12.18);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het zuidelijke gedeelte van het dorp Vlessart op het gemeentelijke grondgebied van Léglise (wijziging nr. 12.19);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue du Pierroy" te Louffémont op het gemeentelijke grondgebied van Léglise (wijziging nr. 12.20);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue de la Chapelle" op het gemeentelijke grondgebied van Herbeumont (wijziging nr. 12.21);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue Martilly" te Saint-Médard op het gemeentelijke grondgebied van Herbeumont (wijziging nr. 12.22);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "chemin des Sources" op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.23);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de locatie "Perimino" op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.24);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een groot gedeelte van het dorp Nevraumont op het gemeentelijke grondgebied van Bertrix (wijziging nr. 12.25);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een versnipperd woongebied op het gemeentelijke grondgebied van Libramont-Chevigny (wijziging nr. 12.26);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van Aix-sur-Cloie op het gemeentelijke grondgebied van Aubange (wijziging nr. 12.27);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een groot gedeelte van het dorp Baillamont op het gemeentelijke grondgebied van Bièvre (wijziging nr. 12.28);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Bellefontaine op het gemeentelijke grondgebied van Bièvre (wijziging nr. 12.29);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het centrum dorp Cornimont op het gemeentelijke grondgebied van Bièvre (wijziging nr. 12.30);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het grootste gedeelte van het dorp Oizy op het gemeentelijke grondgebied van Bièvre (wijziging nr. 12.31);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een groot gedeelte van het dorp Petit-Fays op het gemeentelijke grondgebied van Bièvre (wijziging nr. 12.32);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Orchimont op het gemeentelijke grondgebied van Vresse-sur-Semois (wijziging nr. 12.33);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van het dorp Mouzaive op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.34);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue des Chasseurs Ardennais", de "rue d'Hoffschmidt" en van de "rue des Rames" op het gemeentelijke grondgebied van Habay (wijziging nr. 12.35);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue de Moyen" te Jamoigne op het gemeentelijke grondgebied van Chiny (wijziging nr. 12.36);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue de la Goutelle" en van de "rue de Chiny" te Lacuisine op het gemeentelijke grondgebied van Florenville (wijziging nr. 12.37);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue Albert I^{er}" te Pin op het gemeentelijke grondgebied van Chiny (wijziging nr. 12.38);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue des Fourneaux" te Moyen op het gemeentelijke grondgebied van Chiny (wijziging nr. 12.39);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue du Fond des Naux" te Lacuisine op het gemeentelijke grondgebied van Florenville (wijziging nr. 12.40);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het kampeertreinen van Houlifontaine op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.41);
- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van de zone van Membre op het gemeentelijke grondgebied van Vresse-sur-Semois (wijziging nr. 12.42);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Nollevaux op het gemeentelijke grondgebied van Paliseul (wijziging nr. 12.44);

- de overgang van het tijdelijk saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het centrale gedeelte van het dorp Brevanne en naar het autonoom saneringsstelsel voor de rest van dit dorp op het gemeentelijke grondgebied van Tintigny (wijziging nr. 12.45);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het noordelijke gedeelte van de "rue Ajaux" op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.46);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Couvreur op het gemeentelijke grondgebied van Rouvroij (wijziging nr. 12.47);
- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van de "chaussée d'Arlon" te Hamipré op het gemeentelijke grondgebied van Neufchâteau (wijziging nr. 12.48);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de zoning van Magenot op het gemeentelijke grondgebied van Etalle (wijziging nr. 12.49);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van de "chemin des Naux" op het gemeentelijke grondgebied van Meix-devant-Virton (wijziging nr. 12.50);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue de la Rochette" te Poupehan op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.51);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van de zone "Les Fauchés" te Poupehan op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.52);
- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van het recreatiegebied van de "rue de Lingle" op de gemeentelijke grondgebieden van Bertrix en Herbeumont (wijziging nr. 12.53);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue du Val d'Or" te Pin op het gemeentelijke grondgebied van Chiny (wijziging nr. 12.54);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Menugoutte op het gemeentelijke grondgebied van Herbeumont (wijziging nr. 12.55);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue La Plate des Prés" en de "rue René Seresiat" te Warmifontaine op het gemeentelijke grondgebied van Neufchâteau (wijziging nr. 12.56);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een groot gedeelte van het dorp Tournay op het gemeentelijke grondgebied van Neufchâteau (wijziging nr. 12.57);
- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van de "rue de la Noue" op het gemeentelijke grondgebied van Chiny (wijziging nr. 12.58);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een perceel van de weg "Jocquée" op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.59);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de dorpen Ucimont en Botassart op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.60);
- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van een groot gedeelte van de "rue Les Evêts" te Warmifontaine op het gemeentelijke grondgebied van Neufchâteau (wijziging nr. 12.61);

Overwegende dat de Regering heeft beslist om de vrijstelling gelijktijdig toe te kennen met de goedkeuring van het voorontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers, dat ze melding van de redenen heeft gemaakt waarom beslist is om dit plan vrij te stellen van een milieueffectbeoordeling in haar besluit van 21 januari 2016, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 februari 2016;

Overwegende dat de Regering de "S.P.G.E." ermee heeft belast dit voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers te onderwerpen aan de raadpleging van de gemeenten betrokken bij het overwogen onderstroomgebied, de betrokken houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op de adviesaanvraag gezonden op 8 en 10 maart 2016 door de "S.P.G.E." aan de gemeenten betrokken bij het overwogen onderstroomgebied, aan de houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en aan de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het openbaar onderzoek georganiseerd op het grondgebied van de betrokken gemeenten;

Overwegende dat de adviezen overeenkomstig artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek binnen negentig dagen na de aanvraag van de "S.P.G.E." worden overgemaakt; na die termijn worden de adviezen geacht gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige adviezen of adviezen die gunstig worden geacht te zijn door de geraadpleegde gemeenten voor het geheel van de voorgelegde wijzigingen;

Overwegende dat de gemeenteraad van Florenville in zijn advies vermeldt dat een aanvraag tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied voor de overgang naar het autonoom saneringsstelsel van de "rue des Flonceaux" is gezonden en dat deze aanvraag niet ingevoegd is in het voorontwerp van de wijziging;

Overwegende dat de gemeenteraad van Etalle in zijn advies vermeldt dat een aanvraag tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied voor de overgang naar het gemeenschappelijke sanering van de "rue Bellefontaine" is gezonden en dat deze aanvraag niet ingevoegd is in het voorontwerp van de wijziging;

Overwegende dat deze twee aanvragen in het kader van de toekomstige herziening van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers zullen worden behandeld;

Overwegende dat de openbare onderzoeken georganiseerd door de betrokken gemeenten tot opmerkingen en klachten van de omwonenden van de gemeenten Habay en Chiny hebben geleid;

Overwegende dat twee burgers, tijdens de overlegvergadering georganiseerd door de gemeente Habay, hebben doen opmerken dat ze betreurden dat de plannen van de "S.P.G.E." de werkelijkheid niet altijd weergeven;

Overwegende dat de gemeente Chiny tijdens het openbare onderzoek riep bezwarenbriefven (van twee omwonenden) heeft ontvangen;

Gelet op het gunstig geacht advies van de SPW-DGO5 (gebrek aan advies);

Gelet op het gunstig advies van de SPW-DGO van 5 april 2016 voor het geheel van de voorgelegde wijzigingen;

Gelet op de voorwaardelijke gunstige adviezen van de SPW-DGO4 voor de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied, genummerd als volgt: 12.04/12.05/12.06/12.09/12.16/12.25/12.29/12.30/12.31/12.32/12.33/12.37/12.38/12.41/12.44/12.45/12.47/12.51/12.52/12.54/12.55/12.60;

Overwegende dat bovenvermelde voorwaarden betrekking hebben op :

- het in aanmerking nemen van de actualisering van de bebouwing in de raming van de inwonersequivalenten betrokken bij de wijzigingen (12.04/12.09/12.25/12.55);

- de noodzaak om een eenmalige vergunning te vragen in afwijking van het gewestplan voor de bouw van een zuiveringsstation (12.05/12.09/12.16/12.25/12.28/12.31/12.32/12.33/12.44/12.45/12.47/12.54);
- de capaciteit van de bestaande zuiveringsstations om het afvalwater van de gebieden voorgesteld als gemeenschappelijk saneringsstelsel te beheren (12.06/12.28/12.29/12.30/12.41/12.51/12.52);
- de onmogelijkheid om de woningen betrokken bij de wijziging (12.37) te lokaliseren;
- de aanleg van rioleringen die van het principe van de bebouwingsbestrijding zouden afwijken zoals aanbevolen in het ontwerp van ruimtelijk ontwikkelingsplan (12.38/12.54);
- de motivering van het project van zuiveringsstation (12.60);

Overwegende dat de wijziging genummerd 12.37 wordt herzien om het gedeelte van het perceel "rue de Chiny" nr. 22, gelegen in een landbouwgebied en niet ingenomen door een woning, niet om te vormen tot een gemeenschappelijke sanering buiten een bebouwingsgebied;

Overwegende dat de wijziging genummerd 12.58 wordt gewijzigd om het perceel van de "rue de la Noue" te handhaven als gemeenschappelijke sanering;

Overwegende dat de andere bovenvermelde wijzigingen zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers gehandhaafd worden;

Gelet op het in bijlage I bedoelde verslag betreffende het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers bedoeld in bijlage I is door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 oktober 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Bijlage I. — Wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers

Het gewijzigd saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers bestaat uit een verslag betreffende de wijzigingen van bedoeld saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten.

De adviezen van de geraadpleegde instellingen en burgers worden in dit verslag samengevat en uitgelegd. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Die gegevens liggen ter inzage bij de "Société publique de gestion de l'eau", 14-16, avenue de Stassart, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "S.P.G.E." ingekeken worden: <http://www.spge.be> (Rubriek "Assainissement"; Subrubriek "Plans d'assainissement (PASH)").

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205308]

6 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne (planches 1/16, 2/16, 3/16, 7/16, 8/16, 11/16) et exemptant les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne approuvé par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 10 janvier 2006;

MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu que la S.P.G.E. procède au regroupement de toutes les demandes reçues durant la période écoulée depuis l'approbation du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique en application de l'article R.288 du Code de l'Eau;

Considérant que la S.P.G.E. a reçu 14 demandes conformes envoyées par les organismes d'assainissement agréés et/ou les communes;